

**No. 28431**

---

**FRANCE  
and  
CAMEROON**

**Exchange of letters constituting an agreement on the mutual  
abolition of the requirement concerning exit and return  
visas. Yaoundé, 27 May 1991**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 14 October 1991.*

---

**FRANCE  
et  
CAMEROUN**

**Échange de lettres constituant un accord relatif à la suppression  
réciproque de l'obligation du visa de sortie et de  
retour. Yaoundé, 27 mai 1991**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par la France le 14 octobre 1991.*

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN À  
LA SUPPRESSION RÉCIPROQUE DE L'OBLIGATION DU VISA  
DE SORTIE ET DE RETOUR

I

AMBASSADE DE FRANCE  
AU CAMEROUN  
L'AMBASSADEUR

Yaoundé, le 27 mai 1991

Monsieur le Ministre,

Dans le but de favoriser le développement des relations bilatérales entre nos deux pays, de faciliter leur coopération dans tous les domaines et conformément aux conclusions de la sixième Grande Commission de Coopération entre la France et le Cameroun tenue à Yaoundé du 29 mai au 1er juin 1990, il est apparu souhaitable à mon Gouvernement de proposer au Gouvernement de la République du Cameroun la suppression réciproque, en faveur des Camerounais en résidence régulière en France et des Français en résidence régulière au Cameroun, de l'obligation du visa de sortie et de retour.

Je vous serais obligé de me faire savoir si la proposition qui précède recueille l'agrément de votre Gouvernement. Dans l'affirmative, la présente lettre ainsi que votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements, qui entrera en vigueur le 1er juillet 1991.

Chaque Gouvernement peut dénoncer cet Accord par une notification transmise par la voie diplomatique à l'autre Gouvernement. Cette dénonciation entre en vigueur soixante jours à compter de sa notification.

<sup>1</sup> Entré en vigueur par l'échange de lettres, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1991, conformément aux dispositions desdites lettres.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

[Signé]

YVON OMNES  
Ambassadeur de France  
au Cameroun

Son Excellence  
Monsieur Jacques Roger Booh Booh  
Ministre des Relations Extérieures  
de la République du Cameroun

## II

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX — TRAVAIL — PATRIE  
MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
LE MINISTRE

Yaoundé, le 27 mai 1991

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai le plaisir d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui dont le texte est le suivant :

*[Voir lettre I]*

J'ai l'honneur de vous confirmer que les propositions figurant dans votre lettre recueillent l'agrément de mon Gouvernement.

Votre lettre et la présente réponse constitueront un accord entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement de la République Française sur la suppression de l'obligation de visa de sortie et de retour, qui entrera en vigueur le 1er Juillet 1991./-

*[Signé]*

JACQUES ROGER BOOH BOOH

Son Excellence  
Monsieur Yvon Omnes  
Ambassadeur de la République Française  
au Cameroun  
Yaoundé

---

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON ON THE MUTUAL ABOLITION OF THE REQUIREMENT CONCERNING EXIT AND RETURN VISAS

I

EMBASSY OF FRANCE IN CAMEROON  
THE AMBASSADOR

Yaoundé, 27 May 1991

Sir,

With the aim of promoting the development of bilateral relations between our two countries, facilitating their cooperation in all fields and in accordance with the conclusions of the sixth Joint Commission of Cooperation between France and Cameroon, held at Yaoundé from 29 May to 1 June 1990, my Government deems it appropriate to propose to the Government of the Republic of Cameroon the mutual abolition of the requirement for Cameroonian nationals normally residing in France and French nationals normally residing in Cameroon to obtain exit and return visas.

I should be obliged if you could let me know if the foregoing proposal meets with the approval of your Government. If so, this letter, and your reply, shall constitute an Agreement between our two Governments, which will enter into force on 1 July 1991.

Either Government may denounce this Agreement by giving notice of denunciation through the diplomatic channel to the other Government. The denunciation shall take effect 60 days after the date on which such notice is given.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

YVON OMNES  
Ambassador of France to Cameroon

His Excellency  
Mr. Jacques Roger Booh Booh  
Minister for Foreign Affairs  
of the Republic of Cameroon

<sup>1</sup> Came into force by the exchange of letters, with effect from 1 July 1991, in accordance with the provisions of the said letters.

## II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
THE MINISTER

Yaoundé, 27 May 1991

Sir,

I have pleasure in acknowledging receipt of your letter of today's date, reading as follows:

*[See letter I]*

I have the honour to confirm that the proposals contained in your letter meet with the approval of my Government.

Your letter and this reply shall constitute an Agreement between the Government of the Republic of Cameroon and the Government of the French Republic on the abolition of the requirement concerning exit and return visas, which shall enter into force on 1 July 1991.

*[Signed]*

JACQUES ROGER BOOH BOOH

His Excellency  
Mr. Yvon Omnes  
Ambassador of the French Republic  
to Cameroon  
Yaoundé

---

**ANNEX A**

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,  
concerning treaties and international agreements  
registered  
with the Secretariat of the United Nations*

---

**ANNEXE A**

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,  
concernant des traités et accords internationaux  
enregistrés  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

## ANNEXE A

N° 407. ACCORD ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LES TERRITOIRES FRANÇAIS ET BRITANNIQUES. SIGNÉ À LONDRES, LE 28 FÉVRIER 1946<sup>1</sup>

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>2</sup> MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, TEL QUE MODIFIÉ<sup>1</sup>. PARIS, 30 NOVEMBRE 1990

*Texte authentique : anglais.*

*Enregistré par la France le 14 octobre 1991.*

## I

BRITISH EMBASSY<sup>3</sup>  
PARIS  
FROM THE AMBASSADOR<sup>4</sup>

30 novembre 1990

Monsieur le Ministre d'Etat,

Me référant à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française relatif aux transports aériens entre les territoires britannique et français signé le 28 février 1946 à Londres, y compris à son Annexe et aux tableaux joints à celle-ci, tel qu'il a été modifié (ci-après dénommé "l'Accord"), j'ai l'honneur de proposer:

(i) que Hong Kong cesse d'être considéré comme territoire du Royaume-Uni aux fins de l'Accord, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord entre le Gouvernement de Hong Kong et le Gouvernement de la République Française relatif aux services aériens signé le 20 août 1990 à Hong Kong<sup>5</sup> (ci-après dénommé "l'Accord sur les services aériens entre Hong Kong et la France");

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 27, p. 173, et annexe A des volumes 175, 420, 566, 725, 1111 et 1596.

<sup>2</sup> Entré en vigueur le 10 mai 1991, date de l'entrée en vigueur de l'Accord relatif aux services aériens entre la France et Hong-kong, conformément aux dispositions desdites notes.

<sup>3</sup> Ambassade britannique.

<sup>4</sup> De l'Ambassadeur.

<sup>5</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1642, n° I-28225.

(ii) que, nonobstant les dispositions du paragraphe (i) ci-dessus, la ou les entreprise(s) désignée(s) de la République Française ne puisse(nt) pas, au 30 juin 1997 ou antérieurement à cette date, embarquer sur le territoire du Royaume-Uni des passagers et du fret, y compris du courrier, pour les acheminer moyennant contrat de location ou rémunération à destination de Hong Kong et vice versa;

(iii) que les routes 1 et 19 du tableau I joint à l'Annexe de l'Accord soient supprimés;

(iv) que la route 18 du tableau III joint à l'Annexe de l'Accord soit supprimée.

Si les propositions qui précèdent rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République Française, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence constituent, entre nos deux Gouvernements, un Accord qui modifiera à son tour l'Accord et entrera en vigueur à la date à laquelle l'Accord sur les services aériens entre Hong Kong et la France entrera en vigueur.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre d'Etat, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

EWEN FERGUSSON

Monsieur Roland Dumas  
Ministre d'Etat  
Ministre des affaires étrangères  
Ministère des affaires étrangères  
Paris

## II

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LE MINISTRE D'ÉTAT  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence en date du 30 novembre 1990 qui se lit comme suit :

*[Voir note I]*

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les propositions contenues dans la Note ci-dessus recueillent l'agrément du Gouvernement de la République française et qu'il convient donc que la Note de Votre Excellence et ma réponse constituent un Accord entre nos deux Gouvernements qui modifiera à son tour l'Accord et entrera en vigueur à la date à laquelle l'Accord sur les services aériens entre la France et Hong Kong entrera en vigueur.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

*[Signé]*

ROLAND DUMAS

Monsieur l'Ambassadeur  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et de l'Irlande du Nord  
Paris

---

## ANNEX A

No. 407. AGREEMENT BETWEEN FRANCE AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND RELATING TO AIR TRANSPORT BETWEEN BRITISH AND FRENCH TERRITORIES. SIGNED AT LONDON, ON 28 FEBRUARY 1946<sup>1</sup>

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>2</sup> AMENDING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, AS AMENDED.<sup>1</sup> PARIS, 30 NOVEMBER 1990

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 14 October 1991.*

## I

BRITISH EMBASSY  
FROM THE AMBASSADOR

Paris, 30 November 1990

Sir,

I have the honour to refer to the Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of France relating to Air Transport between British and French territories signed in London on 28 February 1946, including its annex and the schedules attached thereto, as amended (hereinafter referred to as "the Agreement"), and to propose:

(i) That Hong Kong shall cease to be considered a territory of the United Kingdom for the purposes of the Agreement, as of the date of entry into force of the Agreement between the Government of Hong Kong and the Government of the French Republic concerning Air Services, signed at Hong Kong on 20 August 1990<sup>3</sup> (hereinafter referred to as "the Agreement on Air Services between Hong Kong and France");

(ii) That, notwithstanding the provisions of paragraph (i) above, the designated airline(s) of the French Republic shall not, on 30 June 1997 or thereafter, pick up passengers or cargo, including mail, in the territory of the United Kingdom for carriage, either under leasing contract or for remuneration, to Hong Kong and vice versa;

(iii) That routes 1 and 19 on schedule I attached to the annex to the Agreement shall be deleted;

(iv) That route 18 on schedule III attached to the annex to the Agreement shall be deleted.

If the foregoing proposals meet with the approval of the Government of the French Republic, I have the honour to propose that this note and your reply shall constitute an agreement between our two Governments which shall in turn amend the Agreement and

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 27, p. 173, and annex A in volumes 175, 420, 566, 725, 1111 and 1596.

<sup>2</sup> Came into force on 10 May 1991, the date of entry into force of the Agreement concerning air services between France and Hong Kong, in accordance with the provisions of the said notes.

<sup>3</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1642, No. I-28225.

shall enter into force on the date of entry into force of the Agreement on Air Services between Hong Kong and France.

Accept, Sir, etc.

EWEN FERGUSON

Mr. Roland Dumas  
Minister of State  
Minister for Foreign Affairs of France  
Ministry of Foreign Affairs  
Paris

## II

FRENCH REPUBLIC  
MINISTER OF STATE  
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

Sir,

I have the honour to refer to your note dated 30 November 1990, which reads as follows:

*[See note I]*

I have the honour to confirm that the proposals contained in the above note meet with the approval of the Government of the French Republic, which accordingly agrees that your note and my reply shall constitute an agreement between our two Governments which shall in turn amend the Agreement and shall enter into force on the date of entry into force of the Agreement on Air Services between Hong Kong and France.

Accept, Sir, etc.

*[Signed]*

ROLAND DUMAS

Ambassador of the United Kingdom  
of Great Britain and Northern Ireland  
Paris

---

No. 4468. CONVENTION ON THE NATIONALITY OF MARRIED WOMEN. DONE AT NEW YORK ON 20 FEBRUARY 1957<sup>1</sup>

N° 4468. CONVENTION SUR LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE. FAITE À NEW YORK LE 20 FÉVRIER 1957<sup>1</sup>

---

SUCCESSION

*Notification received on:*

14 October 1991

SAINT LUCIA

(With effect from 22 February 1979, the date of the succession of State.)

*Registered ex officio on 14 October 1991.*

---

---

SUCCESSION

*Notification déposée le :*

14 octobre 1991

SAINTE-LUCIE

(Avec effet au 22 février 1979, date de la succession d'Etat.)

*Enregistré d'office le 14 octobre 1991.*

---

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 309, p. 65; for subsequent actions see, references in Cumulative Indexes Nos. 4 to 18, as well as annex A in volumes 1132, 1147, 1258, 1315, 1471, 1516 and 1530.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 309, p. 65; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 4 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1132, 1147, 1258, 1315, 1417, 1516 et 1530.

No. 4492. CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOGNITION OF RIGHTS IN AIRCRAFT. DONE AT GENEVA, ON 19 JUNE 1948<sup>1</sup>

N° 4492. CONVENTION RELATIVE À LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DES DROITS SUR AÉRONEF. FAITE À GENÈVE, LE 19 JUIN 1948<sup>1</sup>

---

ADHERENCE

*Instrument deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

17 April 1991

MAURITIUS

(With effect from 16 July 1991.)

*Certified statement was registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---

ADHÉSION

*Instrument déposé auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

17 avril 1991

MAURICE

(Avec effet au 16 juillet 1991.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 310, p. 151, and annex A in volumes 418, 514, 696, 1458 and 1525.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 310, p. 151, et annexe A des volumes 418, 514, 696, 1458 et 1525.

No. 4493. CONVENTION ON DAMAGE CAUSED BY FOREIGN AIRCRAFT TO THIRD PARTIES ON THE SURFACE. DONE AT ROME, ON 7 OCTOBER 1952<sup>1</sup>

N° 4493. CONVENTION RELATIVE AUX DOMMAGES CAUSÉS AUX TIERS À LA SURFACE PAR DES AÉRONEFS ÉTRANGERS. FAITE À ROME, LE 7 OCTOBRE 1952<sup>1</sup>

---

#### ADHERENCES

*Instruments deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

12 February 1990

UNITED ARAB EMIRATES

(With effect from 13 May 1990.)

28 May 1990

GUINEA

(With effect from 26 August 1990.)

*Certified statements were registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---

#### ADHÉSIONS

*Instruments déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

12 février 1990

EMIRATS ARABES UNIS

(Avec effet au 13 mai 1990.)

28 mai 1990

GUINÉE

(Avec effet au 26 août 1990.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 310, p. 181, and annex A in volumes 335, 418, 514, 696 and 1458.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 310, p. 181, et annexe A des volumes 335, 418, 514, 696 et 1458.

No. 4643. PROTOCOL RELATING TO AN AMENDMENT TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION. DONE AT MONTREAL, ON 14 JUNE 1954<sup>1</sup>

N° 4643. PROTOCOLE CONCERNANT UN AMENDEMENT À LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. FAIT À MONTRÉAL, LE 14 JUIN 1954<sup>1</sup>

No. 4644. PROTOCOL RELATING TO CERTAIN AMENDMENTS TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION. DONE AT MONTREAL, ON 14 JUNE 1954<sup>2</sup>

N° 4644. PROTOCOLE CONCERNANT CERTAINS AMENDEMENTS À LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. FAIT À MONTRÉAL, LE 14 JUIN 1954<sup>2</sup>

#### RATIFICATIONS

*Instruments deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

29 June 1990

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

(With effect from 29 June 1990.)

*Certified statement was registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

#### RATIFICATIONS

*Instruments déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

29 juin 1990

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

(Avec effet au 29 juin 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 320, p. 209, and annex A in volumes 335, 418, 514, 696, 1458, 1525 and 1558.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 320, p. 225, and annex A in volumes 335, 418, 514, 696, 1458, 1525 and 1558.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 320, p. 209, et annexe A des volumes 335, 418, 514, 696, 1458, 1525 et 1558.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 320, p. 225, et annexe A des volumes 335, 418, 514, 696, 1458, 1525 et 1558.

No. 4751. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF MOROCCO FOR THE MUTUAL ABOLITION OF VISAS ON PASSPORTS. RABAT, 1 OCTOBER 1958<sup>1</sup>

N° 4751. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DU MAROC RELATIF À LA SUPPRESSION RÉCIPROQUE DES VISAS DE PASSEPORTS. RABAT, 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1958<sup>1</sup>

---

TERMINATION

*Notification effected on:*

23 February 1990

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

(With effect from 1 April 1990.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

---

ABROGATION

*Notification effectuée le :*

23 février 1990

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

(Avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

---



---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 331, p. 119.

Vol. 1652, A-4751

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 331, p. 119.

No. 6021. PROTOCOL RELATING TO AN AMENDMENT TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION. SIGNED AT MONTREAL, ON 27 MAY 1947<sup>1</sup>

N° 6021. PROTOCOLE CONCERNANT UN AMENDEMENT À LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. SIGNÉ À MONTRÉAL, LE 27 MAI 1947<sup>1</sup>

---

RATIFICATION

*Instrument deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

29 June 1990

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

(With effect from 29 June 1990.)

*Certified statement was registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---

RATIFICATION

*Instrument déposé auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

29 juin 1990

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

(Avec effet au 29 juin 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 418, p. 161, and annex A in volumes 514, 696, 1458, 1525 and 1558.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 418, p. 161, et annexe A des volumes 514, 696, 1458, 1525 et 1558.

No. 6746. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE TUNISIAN REPUBLIC REGARDING THE ABOLITION OF VISAS. TUNIS, 7 AND 14 JULY 1962<sup>1</sup>

N° 6746. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE RELATIF À LA SUPPRESSION DES VISAS. TUNIS, 7 ET 14 JUILLET 1962<sup>1</sup>

---

TERMINATION

*Notification effected on:*

23 February 1990

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

(With effect from 1 April 1990.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

---



---

ABROGATION

*Notification effectuée le :*

23 février 1990

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

(Avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 466, p. 235.

Vol. 1652, A-6746

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 466, p. 235.

No. 8644. INTERNATIONAL AGREEMENT REGARDING THE MAINTENANCE OF CERTAIN LIGHTS IN THE RED SEA. DONE AT LONDON, ON 20 FEBRUARY 1962<sup>1</sup>

---

DENUNCIATIONS

*Notification effected with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on:*

31 March 1987

PORTUGAL

(With effect from 31 March 1990.)

27 September 1988

UNITED STATES OF AMERICA

(With effect from 31 March 1990.)

11 March 1989

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

(With effect from 31 March 1990.)

29 March 1989

NETHERLANDS

(For the Kingdom in Europe, the Netherlands Antilles and Aruba. (With effect from 31 March 1990.)

With the following declaration:

" This denunciation does not diminish the importance the Government of the Kingdom of the Netherlands attaches to the safety of navigation in the Red Sea area.

The Government of the Kingdom of the Netherlands therefore urges the other States, also with a view to safeguarding the marine environment, to continue to ensure the safety of navigation for ships under their jurisdiction"

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 597, p. 159, and annex A in volumes 1297, 1338 and 1491.

30 March 1989

DENMARK

(With effect from 31 March 1990.)

18 May 1989

ITALY

(With effect from 31 March 1990.)

17 July 1989

GREECE

(With effect from 31 March 1990.)

31 July 1989

NORWAY

(With effect from 31 March 1990.)

12 September 1989

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

(With effect from 31 March 1990.)

1 March 1990

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

(With effect from 31 March 1990.)

6 March 1990

SWEDEN

(With effect from 31 March 1990.)

NOTIFICATION under article 6 (1)

*Effected on:*

17 March 1989

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

(With effect from 31 March 1990.)

*Certified statements were registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

N° 8644. CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT L'ENTRETIEN DE CERTAINS PHARES DE LA MER ROUGE. FAITE À LONDRES, LE 20 FÉVRIER 1962<sup>1</sup>

DÉNONCIATIONS

*Notifications effectuées auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le :*

31 mars 1987

PORTUGAL

(Avec effet au 31 mars 1990.)

27 septembre 1988

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

(Avec effet au 31 mars 1990.)

11 mars 1989

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

(Avec effet au 31 mars 1990.)

29 mars 1989

PAYS-BAS

(Pour le Royaume en Europe, les Antilles néerlandaises et Aruba. Avec effet au 31 mars 1990.)

Avec la déclaration suivante :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Cette dénonciation ne diminue pas l'importance que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas attache à la sécurité de la navigation en mer Rouge.

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas demande donc instamment aux autres Etats, dans le dessein aussi de protéger l'environnement marin, de continuer à garantir la sécurité de la navigation des navires relevant de leur autorité.

30 mars 1989

DANEMARK

(Avec effet au 31 mars 1990.)

18 mai 1989

ITALIE

(Avec effet au 31 mars 1990.)

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 597, p. 159, et annexe A des volumes 1297, 1338 et 1491.

17 juillet 1989

GRÈCE

(Avec effet au 31 mars 1990.)

31 juillet 1989

NORVÈGE

(Avec effet au 31 mars 1990.)

12 septembre 1989

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

(Avec effet au 31 mars 1990.)

1<sup>er</sup> mars 1990

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

(Avec effet au 31 mars 1990.)

6 mars 1990

SUÈDE

(Avec effet au 31 mars 1990.)

NOTIFICATION en vertu du paragraphe 1 de l'article 6

*Effectuée le :*

17 mars 1989

ROYAUME-UMNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

(Avec effet au 31 mars 1990.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

---

No. 8843. TREATY ON PRINCIPLES GOVERNING THE ACTIVITIES OF STATES IN THE EXPLORATION AND USE OF OUTER SPACE, INCLUDING THE MOON AND OTHER CELESTIAL BODIES. OPENED FOR SIGNATURE AT MOSCOW, LONDON AND WASHINGTON, ON 27 JANUARY 1967<sup>1</sup>

N° 8843. TRAITÉ SUR LES PRINCIPES RÉGISSANT LES ACTIVITÉS DES ÉTATS EN MATIÈRE D'EXPLORATION ET D'UTILISATION DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE, Y COMPRIS LA LUNE ET LES AUTRES CORPS CÉLESTES. OUVERT À LA SIGNATURE À MOSCOU, LONDRES ET WASHINGTON, LE 27 JANVIER 1967<sup>1</sup>

#### ACCESSION

*Instrument deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on:*

2 July 1986

BENIN

(With effet from 2 July 1986, provided that the deposit in London was the effective deposit for the purpose of article XIV (4) of the Treaty.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

#### ADHÉSION

*Instrument déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le :*

2 juillet 1986

BÉNIN

(Avec effet au 2 juillet 1986, dans la mesure où le dépôt à Londres a sorti les effets prévus par le paragraphe 4 de l'article XIV du Traité.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 610, p. 205; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 9 to 15, 17 and 18, as well as annex A in volumes 1126, 1195, 1254, 1297, 1563 and 1579.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, p. 205; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 9 à 15, 17 et 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1126, 1195, 1254, 1297, 1563 et 1579.

No. 10106. CONVENTION ON OFFENCES AND CERTAIN OTHER ACTS COMMITTED ON BOARD AIRCRAFT. SIGNED AT TOKYO ON 14 SEPTEMBER 1963<sup>1</sup>

N° 10106. CONVENTION RELATIVE AUX INFRACTIONS ET À CERTAINS AUTRES ACTES SURVENANT À BORD DES AÉRONEFS. SIGNÉE À TOKYO LE 14 SEPTEMBRE 1963<sup>1</sup>

#### ACCESSIONS

*Instruments deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

24 July 1990

MONGOLIA

(With effect from 22 October 1990.)

27 February 1991

EQUATORIAL GUINEA

(With effect from 28 May 1991.)

23 May 1991

COMOROS

(With effect from 21 August 1991.)

11 June 1991

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

(With effect from 9 September 1991.)

28 June 1991

MALTA

(With effect from 26 September 1991.)

#### ADHÉSIONS

*Instruments déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

24 juillet 1990

MONGOLIE

(Avec effet au 22 octobre 1990.)

27 février 1991

GUINÉE ÉQUATORIALE

(Avec effet au 28 mai 1991.)

23 mai 1991

COMOROS

(Avec effet au 21 août 1991.)

11 juin 1991

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

(Avec effet au 9 septembre 1991.)

28 juin 1991

MALTE

(Avec effet au 26 septembre 1991.)

WITHDRAWAL OF RESERVATION made upon accession<sup>2</sup>

*Notification effected with the International Civil Aviation Organization on:*

3 May 1991

CZECHOSLOVAKIA

(With effect from 3 May 1991.)

*Certified statements were registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

RETRAIT DE RÉSERVE formulée lors de l'adhésion<sup>2</sup>

*Notification effectuée auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

3 mai 1991

TCHÉCOSLOVAQUIE

(Avec effet au 3 mai 1991.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 704, p. 219, and annex A in volumes 1248, 1458, 1525, 1558 and 1589.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1458, No. A-10106.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 704, p. 219, et annexe A des volumes 1248, 1458, 1525, 1558 et 1589.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1458, n° A-10106.

No. 12325. CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF UNLAWFUL SEIZURE OF AIRCRAFT. SIGNED AT THE HAGUE ON 16 DECEMBER 1970<sup>1</sup>

N° 12325. CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CAPTURE ILLICITE D'AÉRONEFS. SIGNÉE À LA HAYE LE 16 DÉCEMBRE 1970<sup>1</sup>

WITHDRAWAL OF RESERVATION in respect of article 12 (1) made upon ratification<sup>2</sup>

*Notification effected on:*

10 January 1990

HUNGARY

(With effect from 10 January 1990.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

RETRAIT DE RÉSERVE formulée à l'égard du paragraphe 1 de l'article 12 lors de la ratification<sup>2</sup>

*Notification effectuée le :*

10 janvier 1990

HONGRIE

(Avec effet au 10 janvier 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 860, p. 105; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 15 to 18, as well as annex A in volumes 1126, 1144, 1146, 1195, 1214, 1259, 1286, 1297, 1338, 1484, 1491, 1510, 1511, 1563 and 1579.

<sup>2</sup> *Ibid.* vol. 860, p. 153.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 860, p. 105; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 15 à 18 ainsi que l'annexe A des volumes 1126, 1144, 1146, 1195, 1214, 1259, 1286, 1297, 1338, 1484, 1491, 1510, 1511, 1563 et 1579.

<sup>2</sup> *Ibid.* vol. 860, p. 153.

No. 13691. AGREEMENT BETWEEN SWEDEN, DENMARK, FINLAND AND NORWAY ON COORDINATION OF PENSION ENTITLEMENT UNDER STATE PENSION SCHEMES. SIGNED AT STOCKHOLM ON 18 DECEMBER 1973<sup>1</sup>

N° 13691. ACCORD ENTRE LA SUÈDE, LE DANEMARK, LA FINLANDE ET LA NORVÈGE RELATIF À L'HARMONISATION DES DROITS À PENSION PRÉVUS PAR LES RÉGIMES DE PENSIONS DE L'ÉTAT. SIGNÉ À STOCKHOLM LE 18 DÉCEMBRE 1973<sup>1</sup>

PROTOCOL<sup>2</sup> AMENDING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT STOCKHOLM ON 28 JUNE 1990

PROTOCOLE<sup>2</sup> MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ À STOCKHOLM LE 28 JUIN 1990

*Authentic texts: Danish, Finnish, Norwegian and Swedish.*

*Textes authentiques : danois, finnois, norvégien et suédois.*

*Registered by Sweden on 9 October 1991.*

*Enregistré par la Suède le 9 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 955, p. 395.  
Vol. 1652, A-13691

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 955, p. 395.

## [DANISH TEXT — TEXTE DANOIS]

Protokol om ændring af overenskomst af 18. december 1973 mellem Danmark, Finland, Norge og Sverige om samordning af pensionsrettigheder ifølge statslige pensionsordninger.

Regeringerne i Danmark, Finland, Norge og Sverige, som ønsker at ændre overenskomsten af 18. december 1973 om samordning af pensionsrettigheder ifølge statslige pensionsordninger, er blevet enige om følgende:

## Artikel 1

Artikel 5 ændres og skal fremover have følgende ordlyd:

Medregning efter artikel 4 forudsætter, at den ansættelsestid, der tages hensyn til eller skal kunne tages hensyn til ved beregning af pension efter reglerne i den sidste pensionsordning, er på mindst 4 sammenhængende år frem til fratrædelsestidspunktet. Ved alderspensionering tages alene hensyn til den tid, vedkommende reelt har tjenestegjort.

Medregning af ansættelsestid kan ske, uden at 4-årskravet er opfyldt. Sådan medregning kan kun ske ved dispensation i det enkelte tilfælde. Dispensationen kan gives allerede, når overgang fra et land til et andet er aktuel.

## Artikel 2

Artikel 6 ændres og skal fremover have følgende ordlyd:

Udgifter til pensioner, der fastsættes i overensstemmelse med artikel 4, afholdes af den pensionsordning, som den ansatte senest har været omfattet af.

Der udbetales ikke pensionsydelse fra et andet af de nævnte nordiske lande, hvis pensionsydelsen hidrører fra ansættelsestid, som er medregnet i henhold til artikel 4. Hvis sådanne pensionsydelser af særlige grunde alligevel udbetales, nedsættes pensionen efter stk. 1 med et beløb, der svarer til den udbetalte pensionsydelse.

Hvis det efter reglerne i en pensionsordning i et af de nævnte nordiske lande er et vilkår, at udbetalt udtrædelsesgodtgørelse eller lignende engangsbeløb kræves tilbagebetalt ved genansættelse, er det en betingelse for at foretage medregning i henhold til artikel 4, at der sker sådan tilbagebetaling senest i forbindelse med, at pensionsudbetaling finder sted.

### Artikel 3

Ifølge artikel 1 i overenskomsten forstås ved statslig pensionsordning de pensionsordninger, som er angivet i bilaget til overenskomsten.

Bilaget ændres og skal fremover have følgende ordlyd:

Ved dansk statslig pensionsordning forstås ordningen ifølge bekendtgørelse nr. 311 af 14. juni 1988 af lov om tjenestemandspension omfattende tjenestemænd i staten, folkeskolen og folkekirken, pensionsordningen ifølge lov nr. 82 af 12. marts 1970 om pensionering af civilt personel m.fl. i forsvaret, statsfinansierede og/eller statsgaranterede pensionsordninger med i det væsentlige samme indhold som pensionsordningen for statstjenestemænd m.fl.

Ved finsk statslig pensionsordning forstås ordningen i henhold til lov af 20. maj 1966 (nr. 280/66) om statens

pensioner, lov af samme dato (nr. 281/66) om ikrafttræden af lov om statens pensioner, lov af 30. september 1950 (nr. 459/50) om tjenestemandspensioner, lov af samme dato (nr. 463/50) om officerers, underofficerers og flyveres ret til pension, lov af 31. december 1968 (nr. 774/68) om statens familiepen­ sioner, lov af samme dato (nr. 775/68) om ikrafttræden af lov om statens familiepen­ sioner, lov af 28. december 1956 (nr. 696/56) om familiepen­ sion og begravelseshjælp til statstjenestemænd, de i henhold til ovennævnte love udstedte anordninger samt de love og anordninger, i henhold til hvilke pension bevilges eller er blevet bevilget af statskassen under iagttagelse af relevante bestemmelser i de førnævnte love og anordninger.

Ved norsk statslig pensionsordning forstås ordninger i henhold til lov af 28. juli 1949 om Statens Pensions­ kasse med tillægslove.

Ved svensk statslig pensionsordning forstås sådanne pensionsbestemmelser for statsansatte m.fl. som er tilblevet under medvirken af regeringen eller en af regeringen udpeget myndighed, eller for så vidt angår Riksdagen og de direkte under denne hørende institu­ tioner under medvirken af Riksdagen. Ved statslig pen­ sionsordning forstås dog ikke bestemmelser om kompletterende delpension og heller ikke bestemmelser om reservepension eller dertil svarende engangsbeløb.

#### Artikel 4

Protokollen træder i kraft den første dag i den måned, som følger efter protokollens undertegnelse af samtlige parter.

### Artikel 5

En part kan opsiges protokollen ved skriftlig meddelelse herom til det svenske udenrigsministerium, som underretter de øvrige parter om modtagelsen af en sådan meddelelse og om dens indhold.

En opsigelse gælder alene for den part, som har meddelt den, og får virkning fra og med den 1. januar, som indtræder mindst seks måneder efter den dag, hvor det svenske udenrigsministerium har modtaget meddelelsen om opsigelsen. Hvis overenskomsten af 18. december 1973 opsiges af en part, skal denne protokol ophøre at gælde fra samme dag, som overenskomsten ophører at gælde for parten.

### Artikel 6

Originaleksemplaret til denne protokol deponeres i det svenske udenrigsministerium, som tilstiller de øvrige parter bekræftede genparter heraf.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede repræsentanter undertegnet denne protokol.

Udfærdiget i Stockholm den 28. juni 1990  
i et eksemplar på dansk, finsk, norsk og svensk, hvilke  
tekster alle har samme gyldighed.

[For the signatures, see p. 490 of this volume — Pour les signatures, voir p. 490 du présent volume.]

[FINNISH TEXT — TEXTE FINNOIS]

## PÖYTÄKIRJA

Tanskan, Suomen, Norjan ja Ruotsin välillä valtioiden eläkejärjestelmien mukaisen eläkeoikeuden sopeuttamisesta 18 päivänä joulukuuta 1973 tehdyn sopimuksen muuttamisesta

Tanskan, Suomen, Norjan ja Ruotsin hallitukset, jotka haluavat muuttaa valtioiden eläkejärjestelmien mukaisen eläkeoikeuden sopeuttamisesta 18 päivänä joulukuuta 1973 tehdyn sopimuksen, ovat sopineet seuraavasta:

### 1 artikla

Sopimuksen 5 artikla muutetaan kuulumaan seuraavasti:

Hyväksi lukeminen 4 artiklan mukaan edellyttää, että se palvelusaika, joka otetaan tai joka voitaisiin ottaa huomioon sen johdosta, että siihen liittyy viimeisen eläkejärjestelmän mukainen eläkeoikeus, on jatkunut keskeytyksettä vähintään neljä vuotta. Iän perusteella suoritettavan eläkkeen osalta luetaan tällöin hyväksi ainoastaan todella palveltu aika.

Hyväksi lukeminen eläkettä varten on myös mahdollista ilman että nelivuotisvaatimus on täytetty. Tällainen hyväksilukeminen voidaan kuitenkin myöntää vain yksityistapauksissa erityisen harkinnan perusteella. Tämä voi tapahtua jo siirryttäessä toisesta maasta toiseen.

### 2 artikla

Sopimuksen 6 artikla muutetaan kuulumaan seuraavasti:

Edellä olevaa 4 artiklaa soveltaen määrättävät eläkkeet maksetaan niistä varoista, joita yleensä käytetään palveluksessa olevaan viimeksi sovellettevan eläkejärjestelmän mukaisiin eläkkeisiin.

Eläkettä ei makseta toisesta mainitusta pohjoismaasta, jos se perustuu 4 artiklan mukaisesti hyväksi luettavaan palvelusaikaan. Jos tällaista eläkettä

erityisestä syystä kuitenkin maksetaan, vähennetään 1 kappaleen mukaista eläkettä toisen eläkkeen määrällä.

Jos jonkin mainitun pohjoismaan eläkejärjestelmän määräysten mukaan suoritetun kertakaikkisen määrän takaisin maksaminen on hyväksi lukemisen ehtona, voi hyväksilukeminen 4 artiklan mukaan tapahtua vain jos takaisin maksaminen tapahtuu viimeistään eläkkeen maksamisen yhteydessä.

### 3 artikla

Sopimuksen 1 artiklan mukaan valtion eläkejärjestelmällä tarkoitetaan niitä eläkejärjestelmiä, jotka mainitaan sopimuksen liitteessä.

Liitettä on muutettu ja nykyaikaistettu ja kuuluu seuraavasti:

Tanskan valtion eläkejärjestelmällä tarkoitetaan 14 päivänä kesäkuuta 1988 annettua lakia (n:o 311) virkamieseläkkeistä, mikä laki koskee valtion, kansakoululaitoksen ja kirkon virkamiehiä, 12 päivänä maaliskuuta 1970 annettua lakia (n:o 82) puolustuslaitoksen siviilihenkilökunnan ym. eläkkeistä sekä valtion rahoittamia tai valtioneuvoston eläkejärjestelmiä, joilla olennaisilta osiltaan on samanlainen sisältö kuin valtion virkamiesten ym. eläkejärjestelmällä.

Suomen valtion eläkejärjestelmällä tarkoitetaan 20 päivänä toukokuuta 1966 annettua valtion eläkelakia (280/66), samana päivänä annettua valtion eläkelain voimaantulolakia (281/66), 30 päivänä syyskuuta 1950 annettua lakia virkamieseläkkeistä (459/50), samana päivänä annettua lakia upseerien, aliupseerien ja lentomestarien oikeudesta eläkkeeseen (463/50), 31 päivänä joulukuuta 1968 annettua valtion perhe-eläkelakia (774/68), samana päivänä annettua valtion perhe-eläkelain voimaantulolakia (775/68), 28 päivänä joulukuuta 1956 annettua lakia valtion virkamiesten perhe-eläkkeistä ja hautausavusta (696/56), edellä mainittujen lakien nojalla annettuja asetuksia sekä niitä lakeja ja astuksia, joiden valtion varoista soveltuvin osin edellä mainittuja lakeja ja asetuksia noudattaen.

Norjan valtion eläkejärjestelmällä tarkoitetaan 28 päivänä heinäkuuta 1949 annettua lakia valtion eläkekassasta (Statens Pensjonskasse) sekä siihen liittyviä lakeja.

Ruotsin valtion eläkejärjestelmällä tarkoitetaan sellaisia valtion palveluksessa olevien y.m. virkeeläkesäännöksiä, joiden laatimiseen hallitus tai hallituksen määräämä viranomainen on osallistunut, tai valtiopäivien ja sen virastojen osalta, valtiopäivät ovat osallistuneet. Valtion eläkejärjestelmällä ei kuitenkaan tarkoiteta säännöksiä täydentävästä osaeläkkeestä eikä säännöksiä varantoläkkeestä tai sitä vastaavasta kertosuorituksesta.

#### 4 artikla

Tämä pöytäkirja tulee voimaan sen kuukauden 1 päivänä, joka seuraa sitä kuukautta, jolloin kaikki osapuolet allekirjoittivat pöytäkirjan.

#### 5 artikla

Osapuoli voi irtisanoa pöytäkirjan ilmoittamalla siitä kirjallisesti Ruotsin ulkoasiainministeriölle, joka ilmoittaa muille osapuolille sellaisen ilmoituksen vastaanottamisesta ja sen sisällön.

Irtisanominen koskee ainostaan irtisanomisen suorittanutta osapuolta, ja se tulee voimaan sen tammikuun 1 päivästä lukien, joka seuraa vähintään kuuden kuukauden jälkeen siitä päivästä, jolloin Ruotsin ulkoasiainministeriö vastenotti irtisanomisilmoituksen. Jos osapuoli irtisanoo 18 päivänä joulukuuta 1973 tehdyn sopimuksen, tämä pöytäkirja lakkaa olemasta voimassa samana päivänä kun sopimus lakkaa olemasta voimassa sen osapuolten kanssa.

#### 6 artikla

Tämän pöytäkirjan alkuperäiskappale talletetaan Ruotsin ulkoasiainministeriön huostaan, joka toimittaa siitä muille osapuolille oikeaksi todistetun jäljennöksen.

Tämän vakuudeksi ovat asianmukaisesti valtuutetut edustajat allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

Tehty Tukholmassa 28. päivänä kora kuuta 1990 yhtenä tanskan-, suomen-, norjan- ja ruotsinkielisenä kappaleena, jonka kaikki tekstit ovat yhtä todistusvoimaiset.

*[For the signatures, see p. 490 of this volume — Pour les signatures, voir p. 490 du présent volume.]*

[NORWEGIAN TEXT — TEXTE NORVÉGIEN]

P R O T O K O L L

om endring av overenskomst av 18. desember 1973 mellom Danmark, Finland, Norge og Sverige om samordning av pensjonsrettigheter ifølge statlige pensjonsordninger.

Danmarks, Finlands, Norges og Sveriges regjeringer, som ønsker å endre overenskomsten av 18. desember 1973 om samordning av pensjonsrettigheter ifølge statlige pensjonsordninger, er blitt enige om følgende:

Artikkel 1

Artikkel 5 er endret og skal ha følgende ordlyd:

Medregning etter artikkel 4 forutsetter at den tilsetts-tid som det tas hensyn til, eller som det tas hensyn til ved beregning av pensjon etter reglene i siste pensjonsordning, utgjør minst fire år sammenhengende fram til avgangstidspunktet for alderspensjon tas det bare hensyn til den tid vedkommende virkelig har tjenestegjort.

Medregning av pensjonsgivende tjenestetid skal kunne skje uten at kravet om fire års tjenestetid er oppfylt. Slik medregning kan bare skje etter prøvning i det enkelte tilfelle. Prøvningen kan skje allerede når en overgang fra et land til et annet er aktuell.

Artikkel 2

Artikkel 6 er endret og skal ha følgende ordlyd:

Utgiftene til pensjoner som fastsettes etter artikkel 4, utredes av de midler som i alminnelighet disponeres ved pensjonering av den pensjonsordning som den tilsatte sist var omfattet av.

Pensjonsytelse utbetales ikke fra et annet av de nevnte nordiske land hvis den gjelder tilsetts-tid som medregnes etter artikkel 4. Om en slik pensjonsytelse av særlige grunner likevel utbetales, minskes den pensjonen som omhandles

i 1. ledd med et beløp som tilsvarer den pensjonsytelse det her er tale om.

Dersom det etter reglene for en pensjonsordning i ett av de nevnte nordiske land er et vilkår for medregning at et utbetalt engangsbeløp tilbakebetales, kan medregning etter artikkel 4 bare skje dersom slik tilbakebetaling blir ordnet senest i samband med at pensjonen begynner å løpe.

### Artikkel 3

Etter artikkel 1 i overenskomsten menes med statlig pensjonsordning de pensjonsordninger som angis i tillegg til overenskomsten. Tillegget er omarbeidet og modernisert, og skal ha følgende ordlyd:

Med dansk statlig pensjonsordning menes slik pensjon som er omhandlet i lov av 14. juni 1988 (nr. 311) om tjenestemannspensjon som omfatter tjenestemenn i staten, folkeskolen og folkekirken, lov av 12. mars 1970 (nr. 82) om pensjonering av sivilpersonell m.m. i forsvaret, samt statsfinansierte eller statsgaranterte pensjonsordninger med vesentlig samme innhold som pensjonsordningen for statstjenestemenn m.fl.

Med finsk statlig pensjonsordning menes slik pensjon som er omhandlet i lov av 20. mai 1966 (nr. 280/66) om statspensjoner, lov av samme dag (nr. 281/66) angående ikrafttreden av lov om statens pensjoner, lov av 30. september 1950 (nr. 459/50) om tjenestemannspensjoner, lov av samme dag (nr. 463/50) om offiserers, underoffiserers og "flygmästares" rett til pensjon, lov av 31. desember 1968 (nr. 774/68) om statens familiepensjoner, lov av samme dag (nr. 775/68) om ikrafttreden av lov om statens familiepensjoner, lov av 28. desember 1956 (nr. 696/56) om familiepensjon og begravellesbidrag for statstjenestemenn, de bestemmelser som er gitt med hjemmel i ovennevnte lover, samt de lover og bestemmelser som ligger eller har ligget til grunn for bevilgning av pensjoner av statens midler, så langt disse lover og bestemmelser har betydning.

Med norsk statlig pensjonsordning menes slik pensjon som omhandlet i lov om Statens Pensjonskasse av 28. juli 1949 nr. 26 med tilleggslover.

Med svensk statlig pensjonsordning menes slike tjenestepensjonsbestemmelser for statsansatte m.fl. som enten er utferdiget under medvirkning av regjeringen eller av slik myndighet som regjeringen bestemmer eller, hva angår riksdagen og dens verk, under medvirkning av riksdagen. Med statlig pensjonsordning menes likevel ikke bestemmelser om kompletterende delpensjon og heller ikke bestemmelser om "reservepensjon" eller dertil svarende engangsbeløp.

#### Artikkel 4

Protokollen trer i kraft første dag i måneden etter den måned samtlige parter har undertegnet protokollen.

#### Artikkel 5

En part kan si opp protokollen ved skriftlig meddelelse om dette til det svenske utenriksdepartement, som meddeler de øvrige parter om mottakelsen av meddelelsen og om dens innhold.

En oppsigelse gjelder bare den part som har iverksatt oppsigelsen, og får virkning fra og med den 1. januar som inntrer minst seks måneder etter den dag det svenske utenriksdepartement mottok meddelelsen om oppsigelsen. Om overenskomsten av 18. desember 1973 sies opp av en part, skal denne protokoll opphøre å gjelde samme dag som overenskomsten opphører å gjelde for parten.

#### Artikkel 6

Originaleksemplæret av denne protokoll deponeres i det svenske utenriksdepartement, som tilstiller de øvrige parter bekreftede kopier av denne.

Til bekreftelse av dette har undertegnede befullmektigede representanter undertegnet denne protokoll.

Utfærdiget i Stockholm den 28. Juni 1990 i ett exemplar på dansk, finsk, norsk og svensk, hvis tekster har samme gyldighed.

*[For the signatures, see p. 490 of this volume — Pour les signatures, voir p. 490 du présent volume.]*

## [SWEDISH TEXT — TEXTE SUÉDOIS]

Protokoll om ändring av överenskommelsen den 18 december 1973 mellan Danmark, Finland, Norge och Sverige om samordning av pensionsrätt enligt statliga pensionsordningar

Danmarks, Finlands, Norges och Sveriges regeringar, som önskar ändra överenskommelsen den 18 december 1973 om samordning av pensionsrätt enligt statliga pensionsordningar, har överenskommit om följande:

## Artikel 1

Artikel 5 har ändrats och skall numera ha följande lydelse.

Tillgodoräkning enligt artikel 4 förutsätter att den anställningstid som beaktas eller skulle kunna beaktas på grund av att den är förenad med pensionsrätt enligt den sista pensionsordningen uppgår till minst fyra år i oavbruten följd i anslutning till avgång. Beträffande pension på grund av ålder tillgodoräknas härvid endast den verkliga anställningstiden.

Tillgodoräkning för pension skall kunna medges utan att fyraårskravet är uppfyllt. En sådan tillgodoräkning skall dock endast kunna ske efter prövning av det enskilda fallet. Prövningen kan företas redan då en övergång från det ena landet till det andra blir aktuell.

## Artikel 2

Artikel 6 har ändrats och skall numera ha följande lydelse.

Pensioner som bestäms med tillämpning av artikel 4 betalas av samma medel som i allmänhet disponeras vid pensionering enligt den pensionsordning som den anställda senast var omfattad av.

Pensionsförmån betalas inte från annat nämnt nordiskt land om den grundas på anställningstid som tillgodoräknas enligt artikel 4. Om sådan pensionsförmån av särskilda skäl ändå betalas, så skall pensionen enligt första stycket minskas med beloppet av den andra pensionsförmånen.

Om det enligt bestämmelserna i en pensionsordning i ett av de nämnda nordiska länderna är ett villkor för tillgodoräkning att ett utbetalt engångsbelopp

återbetalas, kan tillgodoräkning enligt artikel 4 ske endast om sådan återbetalning görs senast i samband med att pension betalas.

### Artikel 3

Enligt artikel 1 i överenskommelsen avses med statlig pensionsordning de pensionsordningar som anges i bilaga till överenskommelsen.

Bilagan har omarbetats och moderniserats och skall numera ha följande lydelse.

Med dansk statlig pensionsordning avses lagen den 14 juni 1988 (nr 311) om tjänstemannapension omfattande tjänsteman i staten, folkskolan och kyrkan, lagen den 12 mars 1970 (nr 82) om pensionering av civil personal m.m. i försvaret samt statsfinansierade eller statsgaranterade pensionsordningar med väsentligen samma innehåll som pensionsordningen för statstjänstemän m.fl.

Med finsk statlig pensionsordning avses lagen den 20 maj 1966 (nr 280/66) om statens pensioner, lagen samma dag (nr 281/66) angående införande av lagen om statens pensioner, lagen den 30 september 1950 (nr 459/50) om tjänstemannapensioner, lagen samma dag (nr 463/50) om officerares, underofficerares och flygmästares rätt till pension, lagen den 31 december 1968 (nr 774/68) om statens familjepensioner, lagen samma dag (nr 775/68) angående införande av lagen om statens familjepensioner, lagen den 28 december 1956 (nr 696/56) om familjepension och begravningshjälp för statstjänstemän, de med stöd av ovannämnda lagar givna författningarna samt de lagar och författningar, på vilkas grund pensionerna beviljas eller har beviljats ur statens medel med iakttagande i tillämpliga delar av de ovannämnda lagarna och författningarna.

Med norsk statlig pensionsordning avses lagen den 28 juli 1949 om Statens Pensjonskasse med tilläggslagar.

Med svensk statlig pensionsordning avses sådana tjänstepensionsbestämmelser för statsanställda m.fl. som tillkommit under medverkan av regeringen eller myndighet som regeringen bestämmer eller, vad angår riksdagen och dess verk, under medverkan av riksdagen. Med statlig pensionsordning avses dock inte bestämmelser om kompletterande delpension och inte heller bestämmelser om reservpension eller däremot svarande engångsbelopp.

## Artikel 4

Protokollet träder i kraft den första dagen i månaden efter den månad då protokollet har undertecknats av samtliga parter.

## Artikel 5

En part kan uppsäga protokollet genom skriftligt meddelande härom till det svenska utrikesdepartementet, som meddelar de övriga parterna om mottagandet av sådant meddelande och om dess innehåll.

En uppsägning gäller endast den part som har verkställt uppsägningen och får verkan från och med den 1 januari som inträffar minst sex månader efter den dag då det svenska utrikesdepartementet mottagit meddelandet om uppsägningen. Om överenskommelsen av den 18 december 1973 sägs upp av en part skall detta protokoll upphöra att gälla samma dag som överenskommelsen upphör att gälla för parten.

## Artikel 6

Originalexemplaret till detta protokoll deponeras hos det svenska utrikesdepartementet, som tillställer de övriga parterna bestyrkta kopior därav.

Till bekräftelse härav har de vederbörligen befullmäktigade ombuden undertecknat detta protokoll.

Som skedde i Stockholm den 28 juni 1990 i ett exemplar på danska, finska, norska och svenska språken, vilka samtliga texter har samma giltighet.

*[For the signatures, see p. 490 of this volume — Pour les signatures, voir p. 490 du présent volume.]*

For Danmarks regering:

OTTO BORCH

Suomen hallituksen puolesta:

MIKKO JOKELA

For Norges regjering:

TRULS HANEVOLD

För Sveriges regering:

STEN ANDERSSON

---

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

PROTOCOL<sup>1</sup> AMENDING THE AGREEMENT OF 18 DECEMBER 1973 BETWEEN SWEDEN, DENMARK, FINLAND AND NORWAY ON COORDINATION OF PENSION ENTITLEMENT UNDER STATE PENSION SCHEMES<sup>2</sup>

The Governments of Denmark, Finland, Norway and Sweden, wishing to amend the Agreement of 18 December 1973 on coordination of pension entitlement under State pension schemes,<sup>2</sup> have agreed on the following:

Article 1

Article 5 has been amended to read as follows:

It shall be a precondition for calculation pursuant to article 4 that the period of employment which is or could be taken into consideration in calculating the pension in accordance with the provisions of the most recently applied pension scheme comprises at least four consecutive years to the time of retirement. In the case of old-age pensions, only the actual period of employment shall be taken into consideration.

Calculation of the pensionable period of employment may be made even if the four-year employment requirement has not been met. Such calculation shall be made only after a review of the individual case. The said review may be made while the transfer from one country to another is still in progress.

Article 2

Article 6 has been amended to read as follows:

Payment of pensions awarded pursuant to article 4 shall be effected out of the same funds as are generally available for pensions under the pension scheme by which the employee was most recently covered.

Pension benefits shall not be paid by another of the above-mentioned Nordic countries if they are based on a period of employment which has been calculated pursuant to article 4. Where such pension benefits are nevertheless paid on special grounds, the pension awarded pursuant to the first paragraph shall be reduced by the amount of the other pension benefits.

Where the provisions of a pension scheme in one of the above-mentioned Nordic countries establish as a condition for the calculation of pensions that a non-recurring payment should be repaid, calculation under article 4 shall take place only if the repayment is made not later than the time when the pension benefits begin to be paid.

<sup>1</sup> Came into force on 1 July 1990, i.e., the first day of the month following the month in which it had been signed by all the Parties, in accordance with article 4.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 995, p. 395.

### Article 3

In accordance with article 1, the term "State pension scheme" in the Agreement shall refer to the pension schemes indicated in the annex to the Agreement.

The annex has been recast and updated to read as follows:

The term "Danish State pension scheme" shall mean the pension scheme deriving from Act No. 311 of 14 June 1988 concerning pension coverage for salaried employees including those employed by the State, in the elementary schools and by the Established Church, the pension scheme deriving from Act No. 82 of 12 March 1970 concerning pension coverage for civilian personnel and the like in the armed forces, and State-financed and/or State-guaranteed pension schemes having substantially the same content as the pension scheme governing State and other salaried employees.

The term "Finnish State pension scheme" shall mean the Act of 20 May 1966 (No. 280/66) concerning State pensions, the Act of the same date (No. 281/66) giving effect to the Act concerning State pensions, the Act of 30 September 1950 (No. 459/50) concerning pensions for State employees, the Act of the same date (No. 463/50) concerning the entitlement of officers, non-commissioned officers and airplane pilots to pensions, the Act of 31 December 1968 (No. 774/68) concerning State family pensions, the Act of the same date (No. 775/68) giving effect to the Act concerning State family pensions, the Act of 28 December 1956 (No. 696/56) concerning family pensions and burial allowances for State employees, regulations enacted pursuant to the above-mentioned laws, and laws and regulations under which pensions are or have been awarded from State funds in accordance with the appropriate sections of the above-mentioned laws and regulations.

The term "Norwegian State pension scheme" shall mean pensions governed by the Act of 28 July 1949 concerning the State Pension Fund together with supplementary legislation.

The term "Swedish State pension scheme" shall mean provisions governing pensions for State employees and others established in collaboration with the Government or any authority designated by the Government or, in the case of Parliament and the institutions subordinate to it, with Parliament. The term "State pension scheme" shall not, however, include provisions governing supplementary partial pensions or provisions governing "reserve pensions" or similar non-recurring payments.

### Article 4

The Protocol shall enter into force on the first day of the month following the month of signature of the Protocol by all parties.

### Article 5

Any party may denounce the Protocol by giving written notice to that effect to the Swedish Ministry of Foreign Affairs, which shall notify the other parties of the receipt of such notice and of its content.

A denunciation shall apply only to the party which gave notice thereof and shall take effect as from 1 January following the expiry of at least six months after receipt by the Swedish Ministry of Foreign Affairs of the notice of denunciation. In the event that the Agreement of 18 December 1973 is denounced by a party, this Protocol shall cease to apply on the same date as the Agreement ceases to apply to the party concerned.

Article 6

The original of this Protocol shall be deposited with the Swedish Ministry of Foreign Affairs, which shall transmit certified copies thereof to

IN WITNESS WHEREOF, the duly authorized representatives have signed this Protocol.

DONE at Stockholm on 28 June 1990 in one copy in the Danish, Finnish, Norwegian and Swedish languages, all the texts being equally authentic.

For the Government of Denmark:

OTTO BORCH

For the Government of Finland:

MIKKO JOKELA

For the Government of Norway:

TRULS HANEVOLD

For the Government of Sweden:

STEN ANDERSSON

---

## [TRADUCTION — TRANSLATION]

PROTOCOLE<sup>1</sup> MODIFIANT L'ACCORD DU 18 DÉCEMBRE 1973 ENTRE LA SUÈDE, LE DANEMARK, LA FINLANDE ET LA NORVÈGE RELATIF À L'HARMONISATION DES DROITS À PENSION PRÉVUS PAR LES RÉGIMES DE PENSIONS DE L'ÉTAT<sup>2</sup>

Le Gouvernement du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, désireux de modifier l'Accord du 18 décembre 1973 relatif à l'harmonisation des droits à pension prévus par les régimes de pensions de l'Etat<sup>2</sup>, sont convenus de ce qui suit :

*Article premier*

L'article 5 est modifié comme suit :

La période de service qui est ou qui pourrait être prise en considération pour calculer la pension conformément aux dispositions des régimes de pensions appliquées le plus récemment ne sera calculée conformément aux dispositions de l'article 4 que si elle comprend au moins quatre années consécutives avant la date de la retraite. Dans les cas des pensions de vieillesse, seule la durée de service réelle sera prise en considération.

La période de service ouvrant droit à pension pourra être calculée même si elle a été inférieure à la période de quatre ans requise. Il ne sera procédé à ce calcul qu'après examen du cas considéré. cet examen pourra être effectué alors même que le transfert d'un pays à l'autre est encore en cours.

*Article 2*

L'article 6 est modifié comme suit :

Le versement des pensions attribuées conformément à l'article 4 se fera par prélèvement sur les fonds généralement destinés au financement des pensions du régime dont relevait le salarié en dernier lieu.

Aucune prestation de pensions ne sera versée par un autre pays nordique susmentionné si elle est fondée sur une durée de service calculée conformément à l'article 4. Lorsqu'une pension est néanmoins payée pour des motifs particuliers, la pension accordée conformément au premier paragraphe sera réduite du montant des autres pensions servies.

Si le régime de pensions en vigueur dans l'un des pays nordiques susmentionnés stipule qu'il n'est procédé au calcul des pensions que si une prestation accordée à titre exceptionnel a été remboursée, les pensions ne seront calculées conformément à l'article 4 que si le remboursement est effectué au plus tard au moment où les prestations de pension commencent à être versées.

*Article 3*

Conformément à l'article premier, l'expression « régimes de pensions de l'Etat » désigne dans l'Accord les régimes de pensions indiqués dans l'Annexe au présent Accord.

L'Annexe a été reformulée et actualisée sous la forme suivante :

L'expression « régime de pensions de l'Etat danois » s'entend du régime de pensions découlant de la loi n° 311 du 14 juin 1988 relative aux pensions des salariés, y compris ceux employés par l'Etat, dans les écoles primaires et par l'Eglise traditionnelle, du régime de

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1990, soit le premier jour du mois ayant suivi le mois au cours duquel il a été signé par toutes les Parties, conformément à l'article 4.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 995, p. 395.

pensions découlant de la loi n° 82 du 12 mars 1970, relative aux pensions du personnel civil et du personnel analogue des Forces armées, et des régimes de pensions financés ou garantis par l'Etat qui prévoient essentiellement des mêmes prestations que le régime de pensions applicable aux salariés de l'Etat et autres salariés.

L'expression « régime de pensions de l'Etat finlandais » s'entend de la loi du 20 mai 1966 (n° 280/66) relative aux pensions de l'Etat, de la loi de la même date (n° 281/66) donnant effet à la loi relative aux pensions de l'Etat, de la loi du 30 septembre 1950 (n° 459/50) relative aux pensions des salariés de l'Etat, de la loi de la même date (n° 463/50) relative aux droits à pension des officiers, sous-officiers et pilotes d'avion, de la loi du 31 décembre 1968 (n° 774/68) relative aux pensions familiales de l'Etat, de la loi de la même date (n° 775/68) qui donne effet à la loi relative aux pensions familiales de l'Etat, de la loi de 28 décembre 1956 (n° 696/56) relative aux pensions familiales et aux indemnités pour frais d'enterrement des salariés de l'Etat, des règlements d'application des lois susmentionnées ainsi que des lois et règlements en vertu desquels des pensions sont ou ont été attribuées par prélèvement sur des fonds de l'Etat en application des articles pertinents des lois et règlements susmentionnés.

L'expression « régime de pensions de l'Etat norvégien » s'entend des pensions régies par la loi du 28 juillet 1949 relative à la Caisse des pensions de l'Etat et de la législation qui la complète.

L'expression « régime de pensions de l'Etat suédois » s'entend des dispositions qui régissent les pensions des fonctionnaires et autres agents de l'Etat, arrêtées en collaboration avec le Gouvernement ou toute autorité désignée par lui, ou, dans le cas du Parlement ou des institutions qui lui sont subordonnées, en collaboration avec le Parlement. L'expression « régime de pensions de l'Etat » n'englobe toutefois pas les dispositions qui régissent les pensions partielles supplémentaires, les « pensions de réserve » ou des versements analogues effectués à titre exceptionnel.

#### *Article 4*

Le Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa signature par l'ensemble des Parties.

#### *Article 5*

Chacune des Parties pourra dénoncer le Protocole moyennant préavis écrit à cet effet adressé au Ministère des Affaires étrangères de Suède, qui avisera immédiatement les autres Parties de la réception de cette notification et de son contenu.

Une dénonciation ne s'appliquera qu'à la Partie qui en aura donné notification et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant l'expiration d'un délai d'au moins six mois après la réception, par le Ministère suédois des Affaires étrangères, de l'avis de dénonciation. Si l'Accord du 18 décembre 1973 est dénoncé par une Partie, le présent Protocole cessera de s'appliquer à la Partie en question à la même date que l'Accord.

#### *Article 6*

Le texte original du présent Protocole sera déposé auprès du Ministère suédois des Affaires étrangères qui en remettra des copies certifiées aux autres Parties.

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment habilités ont signé le présent Protocole.

FAIT à Stockholm le 28 juin 1990 en un exemplaire en langues danoise, finlandaise, norvégienne et suédoise, tous les textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Danemark :

OTTO BORCH

Pour le Gouvernement de la Finlande :

MIKKO JOKELA

Pour le Gouvernement de la Norvège :

TRULS HANEVOLD

Pour le Gouvernement de la Suède :

STEN ANDERSSON

---

No. 13694. CONVENTION FOR THE MUTUAL RECOGNITION OF INSPECTIONS IN RESPECT OF THE MANUFACTURE OF PHARMACEUTICAL PRODUCTS. CONCLUDED AT GENEVA ON 8 OCTOBER 1970<sup>1</sup>

N° 13694. CONVENTION POUR LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES INSPECTIONS CONCERNANT LA FABRICATION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES. CONCLUE À GENÈVE LE 8 OCTOBRE 1970<sup>1</sup>

---

#### ACCESSIONS

*Instruments deposited with the Government of Sweden on:*

3 May 1990

ITALY

(With effect from 1 August 1990.)

20 June 1991

BELGIUM

(With effect from 18 September 1991.)

*Certified statements were registered by Sweden on 9 October 1991.*

---

#### ADHÉSIONS

*Instruments déposés auprès du Gouvernement suédois le :*

3 mai 1990

ITALIE

(Avec effet au 1<sup>er</sup> août 1990.)

20 juin 1991

BELGIQUE

(Avec effet au 18 septembre 1991.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par la Suède le 9 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 956, p. 3, and annex A in volumes 1093, 1275 and 1350.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 956, p. 3, et annexe A des volumes 1093, 1275 et 1350.

No. 13753. PROTOCOL RELATING TO AN AMENDMENT TO ARTICLE 56 OF THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION. SIGNED AT VIENNA ON 7 JULY 1971<sup>1</sup>

N° 13753. PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE L'ARTICLE 56 DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. SIGNÉ À VIENNE LE 7 JUILLET 1971<sup>1</sup>

---

RATIFICATION

*Instrument deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

29 June 1990

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

(With effect from 29 June 1990.)

*Certified statement was registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---

RATIFICATION

*Instrument déposé auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

29 juin 1990

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

(Avec effet au 29 juin 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---



---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 958, p. 217, and annex A in volumes 1459, 1525 and 1558.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 958, p. 217, et annexe A des volumes 1459, 1525 et 1558.

No. 14118. CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF UNLAWFUL ACTS AGAINST THE SAFETY OF CIVIL AVIATION. CONCLUDED AT MONTREAL ON 23 SEPTEMBER 1971<sup>1</sup>

RECTIFICATIONS and ACCESSIONS (*a*) to the Protocol for the suppression of unlawful acts of violence at airports serving international civil aviation, supplementary to the above-mentioned Convention, concluded at Montreal on 24 February 1988<sup>2</sup>

*Instruments deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

<i>Participant</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification or accession (a)</i>
Italy . . . . . (With effect from 12 April 1990.)	13 March 1990
Czechoslovakia . . . . . (With effect from 18 April 1990.)	19 March 1990
Iceland . . . . . (With effect from 8 June 1990.)	9 May 1990
Norway . . . . . (With effect from 28 June 1990.)	29 May 1990
Saint-Lucia . . . . . (With effect from 11 July 1990.)	11 June 1990 <i>a</i>
Republic of Korea . . . . . (With effect from 27 July 1990.)	27 June 1990
Sweden . . . . . (With effect from 25 August 1990.)	26 July 1990
Switzerland . . . . . (With effect from 8 November 1990.)	9 October 1990
Mexico . . . . . (With effect from 10 November 1990.)	11 October 1990
Australia . . . . . (With effect from 22 November 1990.)	23 October 1990 <i>a</i>
Mali . . . . . (With effect from 30 November 1990.)	31 October 1990 <i>a</i>
Bulgaria . . . . . (With effect from 25 April 1991.)	26 March 1991
Greece . . . . . (With effect from 25 May 1991.)	25 April 1991
Central African Republic . . . . . (With effect from 31 July 1991.)	1 July 1991 <i>a</i>

*Certified statements were registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 974, p. 177, and annex A in volumes 1018, 1038, 1039, 1058, 1107, 1126, 1144, 1195, 1214, 1217, (rectificatif of volume 974), 1259, 1286, 1297, 1308, 1338, 1484, 1491, 1505, 1510, 1511, 1563, 1579 and 1589.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1589, No. A-14118.

WITHDRAWAL OF RESERVATION in respect of article 14 (1) made upon ratification<sup>1</sup>

*Notification effected on:*

10 January 1990

HUNGARY

(With effect from 10 January 1990.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

---

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 974, p. 225.

N° 14118. CONVENTION POUR LA RÉPRESSION D'ACTES ILLICITES DIRIGÉS CONTRE LA SÉCURITÉ DE L'AVIATION CIVILE. CONCLUE À MONTRÉAL LE 23 SEPTEMBRE 1971<sup>1</sup>

RATIFICATIONS et ADHÉSIONS (a) au Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention susmentionnée, conclu à Montréal le 24 février 1988<sup>2</sup>

*Instruments déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

<i>Participant</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	
Italie . . . . .	13 mars	1990
(Avec effet au 12 avril 1990.)		
Tchécoslovaquie . . . . .	19 mars	1990
(Avec effet au 18 avril 1990.)		
Islande . . . . .	9 mai	1990
(Avec effet au 8 juin 1990.)		
Norvège . . . . .	29 mai	1990
(Avec effet au 28 juin 1990.)		
Sainte-Lucie . . . . .	11 juin	1990 a
(Avec effet au 11 juillet 1990.)		
République de Corée . . . . .	27 juin	1990
(Avec effet au 27 juillet 1990.)		
Suède . . . . .	26 juillet	1990
(Avec effet au 25 août 1990.)		
Suisse . . . . .	9 octobre	1990
(Avec effet au 8 novembre 1990.)		
Mexique . . . . .	11 octobre	1990
(Avec effet au 10 novembre 1990.)		
Australie . . . . .	23 octobre	1990 a
(Avec effet au 22 novembre 1990.)		
Mali . . . . .	31 octobre	1990 a
(Avec effet au 30 novembre 1990.)		
Bulgarie . . . . .	26 mars	1991
(Avec effet au 25 avril 1991.)		
Grèce . . . . .	25 avril	1991
(Avec effet au 25 mai 1991.)		
République centrafricaine . . . . .	1 <sup>er</sup> juillet	1991 a
(Avec effet au 31 juillet 1991.)		

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 974, p. 177, et annexe A des volumes 1018, 1038, 1039, 1058, 1107, 1126, 1144, 1195, 1214, 1217, (rectificatif au volume 974), 1259, 1286, 1297, 1308, 1338, 1484, 1491, 1505, 1510, 1511, 1563, 1579 et 1589.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1589, n° A-14118.

RETRAIT DE RÉSERVE formulée à l'égard du paragraphe 1 de l'article 14 lors de la ratification<sup>1</sup>

*Notification effectuée le :*

10 janvier 1990

HONGRIE

(Avec effet au 10 janvier 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

---

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 974, p. 225.

No. 14791. PROTOCOL RELATING TO AN AMENDMENT TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION. CONCLUDED AT ROME ON 15 SEPTEMBER 1962<sup>1</sup>

N° 14791. PROTOCOLE CONCERNANT UN AMENDEMENT À LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. CONCLU À ROME LE 15 SEPTEMBRE 1962<sup>1</sup>

---

RATIFICATIONS

*Instruments deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

9 May 1990

ICELAND

(With effect from 9 May 1990.)

29 June 1990

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

(With effect from 29 June 1990.)

*Certified statements were registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---

RATIFICATIONS

*Instruments déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

9 mai 1990

ISLANDE

(Avec effet au 9 mai 1990.)

29 juin 1990

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

(Avec effet au 29 juin 1990.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1008, p. 213, and annex A in volumes 1459, 1525 and 1558.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1008, p. 213, et annexe A des volumes 1459, 1525 et 1558.

No. 15749. CONVENTION ON THE PREVENTION OF MARINE POLLUTION BY DUMPING OF WASTES AND OTHER MATTER. OPENED FOR SIGNATURE AT LONDON, MEXICO CITY, MOSCOW AND WASHINGTON ON 29 DECEMBER 1972<sup>1</sup>

N° 15749. CONVENTION SUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES MERS RÉSULTANT DE L'IMMERSION DE DÉCHETS. OUVERTE À LA SIGNATURE À LONDRES, MEXICO, MOSCOU ET WASHINGTON LE 29 DÉCEMBRE 1972<sup>1</sup>

#### ACCESSION

*Instrument deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on:*

28 December 1989

##### MALTA

(With effect from 27 January 1990, provided that the deposit in London was the effective deposit for the purpose of article XIX (2) of the Convention.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

#### ADHÉSION

*Instrument déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le :*

28 décembre 1989

##### MALTE

(Avec effet au 27 janvier 1990, dans la mesure où le dépôt à Londres a sorti les effets prévus par le paragraphe 2 de l'article XIX de la Convention.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1046, p. 120, and annex A in volumes 1090, 1098, 1102, 1126, 1128, 1140, 1144, 1148, 1195, 1214, 1247, 1263, 1276, 1297, 1299, 1308, 1316, 1418, 1482, 1484, 1486, 1511, 1563, 1576 and 1582.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1046, p. 121, et annexe A des volumes 1090, 1098, 1102, 1126, 1128, 1140, 1144, 1148, 1195, 1214, 1247, 1263, 1276, 1297, 1299, 1308, 1316, 1418, 1482, 1484, 1486, 1511, 1563, 1576 et 1582.

No. 16334. CONVENTION ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE MALAGASY REPUBLIC. SIGNED AT PARIS ON 15 DECEMBER 1961<sup>1</sup>

N° 16334. CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE MALGACHE. SIGNÉ À PARIS LE 15 DÉCEMBRE 1961<sup>1</sup>

---

TERMINATION (*Note by the Secretariat*)

The Government of France registered on 14 October 1991 the Convention on mutual administrative assistance in customs matters between the Government of the French Republic and the Government of the Democratic Republic of Madagascar signed at Paris on 25 January 1990.<sup>2</sup>

The said Convention, which came into force on 1 June 1991, provides, in its article 12 (1), for the termination of the above-mentioned Convention of 15 December 1961.

(14 October 1991)

---

ABROGATION (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement français a enregistré le 14 octobre 1991 la Convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar signée à Paris le 25 janvier 1990<sup>2</sup>.

Ladite Convention, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991, stipule au paragraphe 1 de son article 12, l'abrogation de la Convention susmentionnée du 15 décembre 1961.

(14 octobre 1991)

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1072, p. 280.

<sup>2</sup> See p. 317 of this volume.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1072, p. 280.

<sup>2</sup> Voir p. 317 du présent volume.

No. 18810. PROTOCOL RELATING TO AN AMENDMENT TO ARTICLE 50 (a) OF THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION, SIGNED AT MONTREAL ON 16 OCTOBER 1974<sup>1</sup>

N° 18810. PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE L'ARTICLE 50, a, DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. SIGNÉ À MONTRÉAL LE 16 OCTOBRE 1974<sup>1</sup>

---

RATIFICATION

*Instrument deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

29 June 1990

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

(With effect from 29 June 1990.)

*Certified statement was registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---

RATIFICATION

*Instrument déposé auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

29 juin 1990

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

(Avec effet au 29 juin 1990.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1175, p. 297, and annex A in volumes 1459, 1525 and 1558.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1175, p. 297, et annexe A des volumes 1459, 1525 et 1558.

No. 20549. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE LEBANESE REPUBLIC CONCERNING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES OF MERCHANT SHIPS. SIGNED AT LONDON ON 6 AUGUST 1975<sup>1</sup>

N° 20549. ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE RELATIF À LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DE CERTIFICATS DE JAUGE DES NAVIRES DE COMMERCE. SIGNÉ À LONDRES LE 6 AOÛT 1975<sup>1</sup>

#### TERMINATION

*Notification effected on:*

17 October 1986

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

(With effect from 4 March 1988, insofar as it applies in respect of any ship the keel of which is laid, or which is at a similiar stage of construction on or after 18 July 1982; and which effect from 18 July 1994, insofar as it applies in respect of other ships, unless it has been terminated with effect from an earlier date in accordance with the provisions of the above Agreement.)

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

#### ABROGATION

*Notification effectuée le :*

17 octobre 1986

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

(Avec effet au 4 mars 1988, pour autant qu'il s'applique à un navire mis en chantier le 18 juillet 1982 où après cette date; et avec effet au 18 juillet 1994, pour autant qu'il s'applique à d'autres navires, à moins qu'il n'ait été abrogé avec effet à compter d'une date antérieure, conformément aux dispositions de l'Accord ci-dessus mentionné.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1254, p. 367.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1254, p. 367.

No. 21242. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN CONCERNING A LOAN BY THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE GOVERNMENT OF JORDAN. AMMAN, 14 MARCH 1982<sup>1</sup>

---

#### AMENDMENT

Effected by an agreement in the form of an exchange of notes dated at Amman on 6 and 19 March 1990, which entered into force on 19 March 1990 by the exchange of the said notes.

The amendment reads as follows:

"The final date for payment into the account opened in accordance with paragraph B11 of the 'Procedures and Practices Applicable to the Expenditure of United Kingdom Aid Resources' be deferred to 31 March 1991.

The date in paragraph 5 of the Loan is amended to read 31 March 1991."

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1288, p. 113.

N° 21242. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE CONCERNANT UN PRÊT DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI AU GOUVERNEMENT DE LA JORDANIE. AMMAN, 14 MARS 1982<sup>1</sup>

---

#### AMENDEMENT

Effectué aux termes d'un Accord conclu sous forme d'échange de notes en date à Amman des 6 et 19 mars 1990, lequel est entré en vigueur le 19 mars 1990 par l'échange desdites notes.

L'amendement est libellé comme suit :

#### [TRADUCTION — TRANSLATION]

La date du dernier versement sur le compte ouvert conformément au paragraphe B I 1 des Procédures et pratiques applicables à l'utilisation des ressources pour l'aide financière du Royaume-Uni est reportée au 31 mars 1991.

La date du 31 mars 1991 remplace la date qui figure au paragraphe 5 du prêt.

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1288, p. 113.

No. 22376. INTERNATIONAL COFFEE AGREEMENT, 1983. ADOPTED BY THE INTERNATIONAL COFFEE COUNCIL ON 16 SEPTEMBER 1982<sup>1</sup>

N° 22376. ACCORD INTERNATIONAL DE 1983 SUR LE CAFÉ. ADOPTÉ PAR LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFÉ LE 16 SEPTEMBRE 1982<sup>1</sup>

ACCEPTANCE of the extension of the above-mentioned Agreement, as decided by the International Coffee Council by Resolution No. 352 of 28 September 1990<sup>2</sup>

*Instrument deposited on:*

10 October 1991

GUATEMALA

(With effect from 10 October 1991.)

*Registered ex officio on 10 October 1991.*

ACCEPTATION de la prorogation de l'Accord susmentionné, telle que décidée par le Conseil international du café par sa résolution n° 352 du 28 septembre 1990<sup>2</sup>

*Instrument déposé le :*

10 octobre 1991

GUATEMALA

(Avec effet au 10 octobre 1991.)

*Enregistré d'office le 10 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1333, p. 119, and annex A in volumes 1334, 1338, 1342, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1356, 1358, 1359, 1363, 1367, 1372, 1379, 1380, 1388, 1390, 1393, 1406, 1410, 1423, 1436, 1466, 1482, 1522, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1560, 1562, 1567, 1569, 1571, 1573, 1579, 1589, 1590, 1601 and 1651.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1651, No. A-22376.

Vol. 1652, A-22376

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1333, p. 119, et annexe A des volumes 1334, 1338, 1342, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1356, 1358, 1359, 1363, 1367, 1372, 1379, 1380, 1388, 1390, 1393, 1406, 1410, 1423, 1436, 1466, 1482, 1522, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1560, 1562, 1567, 1569, 1571, 1573, 1579, 1589, 1590, 1601 et 1651.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1651, n° A-22376.

No. 23002. AGREEMENT GOVERNING  
THE ACTIVITIES OF STATES ON THE  
MOON AND OTHER CELESTIAL  
BODIES. ADOPTED BY THE GEN-  
ERAL ASSEMBLY OF THE UNITED  
NATIONS ON 5 DECEMBER 1979<sup>1</sup>

N° 23002. ACCORD RÉGISSANT LES  
ACTIVITÉS DES ÉTATS SUR LA  
LUNE ET LES AUTRES CORPS  
CÉLESTES. ADOPTÉ PAR L'ASSEM-  
BLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS  
UNIES LE 5 DÉCEMBRE 1979<sup>1</sup>

---

ACCESSION

*Instrument deposited on:*

11 October 1991

MEXICO

(With effect from 10 November 1991.)

*Registered ex officio on 11 October 1991.*

---

---

ADHÉSION

*Instrument déposé le :*

11 octobre 1991

MEXIQUE

(Avec effet au 10 novembre 1991.)

*Enregistré d'office le 11 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1363, p. 3, and annex A in volumes 1421 and 1429.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1363, p. 3, et annexe A des volumes 1421 et 1429.

No. 23703. EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONCERNING THE CAYMAN ISLANDS AND MATTERS CONNECTED WITH, ARISING FROM, RELATED TO, OR RESULTING FROM ANY NARCOTICS ACTIVITY REFERRED TO IN THE SINGLE CONVENTION ON NARCOTIC DRUGS, 1961, AS AMENDED BY THE PROTOCOL AMENDING THE SINGLE CONVENTION ON NARCOTIC DRUGS, 1961. LONDON, 26 JULY 1984<sup>1</sup>

N° 23703. ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIF AUX ÎLES CAÏMANES ET AU TRAFIC DE STUPÉFIANTS VISÉS À LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961 TELLE QUE MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE MODIFIANT LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, Y COMPRIS TOUTES QUESTIONS RELATIVES, OU CONNEXES À CE TRAFIC, OU QUI EN DÉCOULENT, OU QUI SURVIENDRAIENT À L'OCCASION DUDIT TRAFIC. LONDRES, 26 JUILLET 1984<sup>1</sup>

#### EXTENSION

By an agreement in the form of an exchange of notes dated at Washington on 27 February 1990, which came into force by the exchange of notes, with effect from 28 February 1990, in accordance with the provisions of the said notes, it was agreed to further extend the above-mentioned Agreement for a period of three months.

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

#### PROROGATION

Aux termes d'un accord conclu sous forme d'échange de notes en date à Washington du 27 février 1990, lequel est entré en vigueur par l'échange de notes, avec effet au 28 février 1990, conformément aux dispositions desdites notes, il a été convenu de proroger à nouveau l'Accord susmentionné pour une période de trois mois.

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1416, No. I-23703, and annex A in volumes 1491, 1505, 1511, 1558, 1579 and 1584.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1416, n° I-23703, et annexe A des volumes 1491, 1505, 1511, 1558, 1579 et 1584.

No. 25978. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING A NARCOTICS CO-OPERATION AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA WITH RESPECT TO THE TURKS AND CAICOS ISLANDS. WASHINGTON, 18 SEPTEMBER 1986<sup>1</sup>

N° 25978. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD DE COOPÉRATION SUR LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE APPLICABLE AUX ÎLES TURQUES ET CAÏQUES. WASHINGTON, 18 SEPTEMBRE 1986<sup>1</sup>

---

#### EXTENSION

By an agreement in the form of an exchange of notes dated at Washington on 19 January 1990, which came into force by the exchange of notes, with effect from 21 January 1990, in accordance with the provisions of the said notes, it was agreed to extend the above-mentioned Agreement, as extended, for a period of six months.

*Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

---

#### PROROGATION

Aux termes d'un accord sous forme d'échange de notes en date à Washington du 19 janvier 1990, lequel est entré en vigueur par l'échange de notes, avec effet au 21 janvier 1990, conformément aux dispositions desdites notes, il a été convenu de proroger l'Accord susmentionné, tel que prorogé, pour une période de six mois.

*La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1507, No. I-25978, and annex A in volumes 1558, 1572, 1579 and 1584.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1507, n° I-25978, et annexe A des volumes 1558, 1572, 1579 et 1584.

No. 25979. EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING A NARCOTICS COOPERATION AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA WITH RESPECT TO ANGUILLA. WASHINGTON, 11 MARCH 1987<sup>1</sup>

N° 25979. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE SUR LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS APPLICABLE À ANGUILLA. WASHINGTON, 11 MARS 1987<sup>1</sup>

#### EXTENSIONS

By an agreement in the form of an exchange of notes dated at Washington on 21 December 1989, which came into force by the exchange of notes, with effect from 27 December 1989, in accordance with the provisions of the said notes, it was agreed to further extend the above-mentioned Agreement for a period of three months.

By an agreement in the form of an exchange of notes dated at Washington on 26 March 1990, which came into force by the exchange of notes, with effect from 27 March 1990, in accordance with the provisions of the said notes, it was agreed to further extend the above-mentioned Agreement for a period of three months.

*Certified statements were registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

#### PROROGATIONS

Aux termes d'un accord conclu sous forme d'échange de notes en date à Washington du 21 décembre 1989, qui est entré en vigueur par l'échange de notes, avec effet au 27 décembre 1989, conformément aux dispositions desdites notes, il a été convenu de proroger à nouveau l'Accord susmentionné pour une période de trois mois.

Aux termes d'un accord conclu sous forme d'échange de notes en date à Washington du 26 mars 1990, qui est entré en vigueur par l'échange de notes, avec effet au 27 mars 1990, conformément aux dispositions desdites notes, il a été convenu de proroger à nouveau l'Accord susmentionné pour une période de trois mois.

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1507, No. I-25979, and annex A in volumes 1572 and 1759.

Vol. 1652, A-25979

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1507, n° I-25979, et annexe A des volumes 1572 et 1759.

No. 26122. INTERNATIONAL AGREEMENT ON THE SHARING OF CAPACITY ON INTRA-EUROPEAN SCHEDULED AIR SERVICES. CONCLUDED AT PARIS ON 16 JUNE 1987<sup>1</sup>

N° 26122. ACCORD INTERNATIONAL RELATIF AU PARTAGE DE LA CAPACITÉ SUR LES SERVICES AÉRIENS RÉGULIERS INTRA-EUROPÉENS. CONCLU À PARIS LE 16 JUIN 1987<sup>1</sup>

---

RATIFICATIONS

*Instruments deposited with the International Civil Aviation Organization on:*

13 March 1990

ITALY

(With effect from 12 April 1990.)

18 March 1991

SPAIN

(With effect from 17 April 1991.)

*Certified statements were registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

---



---

RATIFICATIONS

*Instruments déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

13 mars 1990

ITALIE

(Avec effet au 12 avril 1990.)

18 mars 1991

ESPAGNE

(Avec effet au 17 avril 1991.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1511, No. I-26122, and annex A in volume 1558.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1511, n° I-26122, et annexe A du volume 1558.

No. 26331. THE INTERNATIONAL COOPAS-SARSAT PROGRAMME AGREEMENT. SIGNED AT PARIS ON 1 JULY 1988<sup>1</sup>

N° 26331. ACCORD RELATIF AU PROGRAMME INTERNATIONAL COSPAS-SARSAT. SIGNÉ À PARIS LE 1<sup>er</sup> JUILLET 1988<sup>1</sup>

NOTIFICATIONS under article 11

*Received by the Secretary-General of the International Civil Aviation Organization on:*

23 January 1990

CHILE

(With effect from 23 February 1990.)

28 December 1990

ITALY

(With effect from 27 January 1991.)

23 April 1991

INDIA

(With effect from 23 May 1991.)

NOTIFICATIONS en vertu de l'article 11

*Reçues par le Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

23 janvier 1990

CHILI

(Avec effet au 23 février 1990.)

28 décembre 1990

ITALIE

(Avec effet au 27 janvier 1991.)

23 avril 1991

INDE

(Avec effet au 23 mai 1991.)

NOTIFICATIONS under article 12

*Received by the Secretary-General of the International Civil Aviation Organization on:*

24 September 1990

SWEDEN

(With effect from 24 October 1990.)

15 January 1991

SWITZERLAND

(With effect from 14 February 1991.)

6 February 1991

DENMARK

(With effect from 8 March 1991.)

*Certified statements were registered by the International Civil Aviation Organization on 10 October 1991.*

NOTIFICATIONS en vertu de l'article 12

*Notifications reçues par le Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale le :*

24 septembre 1990

SUÈDE

(Avec effet au 24 octobre 1990.)

15 janvier 1991

SUISSE

(Avec effet au 14 février 1991.)

6 février 1991

DANEMARK

(Avec effet au 8 mars 1991.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation de l'aviation civile internationale le 10 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1518, No. I-26331, and annex A in volume 1598.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1518, n° I-26331, et annexe A du volume 1598.

No. 27033. EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING A NARCOTICS CO-OPERATION AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA WITH RESPECT TO MONTSERRAT. LONDON, 14 MAY 1987<sup>1</sup>

Nº 27033. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE SUR LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS APPLICABLE À MONTSERRAT. LONDRES, 14 MAI 1987<sup>1</sup>

#### EXTENSIONS

By an agreement in the form of an exchange of notes dated at Washington on 27 February 1990, which came into force by the exchange of notes, with effect from 1 March 1990, in accordance with the provisions of the said notes, it was agreed to extend the above-mentioned Agreement, as extended, for a period of three months.

By an agreement in the form of an exchange of notes dated at Washington on 29 May 1990, which came into force by the exchange of notes, with effect from 1 June 1990, in accordance with the provisions of the said notes, it was agreed to extend the above-mentioned Agreement, as extended, for a period of three months.

*Certified statements were registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

#### PROROGATIONS

Aux termes d'un accord sous forme d'échange de notes en date à Washington du 27 février 1990, lequel est entré en vigueur par l'échange de notes, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 1990, conformément aux dispositions desdites notes, il a été convenu de proroger l'Accord susmentionné, tel que prorogé, pour une période de trois mois.

Aux termes d'un accord sous forme d'échange de notes en date à Washington du 29 mai 1990, lequel est entré en vigueur par l'échange de notes, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 1990, conformément aux dispositions desdites notes, il a été convenu de proroger l'Accord susmentionné, tel que prorogé, pour une période de trois mois.

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1556, No. I-27033, and annex A in volumes 1572, 1579 and 1584.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1556, n° I-27033, et annexe A des volumes 1572, 1579 et 1584.

N° 27604. CONVENTION PORTANT STATUT DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN. SIGNÉE À NIAMEY LE 27 MAI 1977<sup>1</sup>

AVENANT N° 1<sup>2</sup> À LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ À NIAMEY LE 31 DÉCEMBRE 1990

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par la France le 14 octobre 1991.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER,

DÉSIREUX DE TRANSFORMER LE CENTRE CULTUREL FRANÇAIS DE ZINDER EN ANNEXE DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN DE NIAMEY,

SOUCCIEUX DE MAINTENIR LES ACTIVITÉS ET L'EFFICACITÉ DU CENTRE CULTUREL DE ZINDER ET DE RESPECTER LES INITIATIVES DE SON DIRECTEUR,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE 1ER :

L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION PORTANT STATUT DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN EST MODIFIÉ AINSI QU'IL SUIIT :

"ARTICLE 2 :

LE SIÈGE DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN EST FIXÉ À NIAMEY.

LE CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN EST CONSTITUÉ PAR :

- LE CENTRE PRINCIPAL DE NIAMEY
- LE CENTRE ANNEXE DE ZINDER. CELUI-CI EST INSTALLÉ DANS LES LOCAUX DE L'ANCIEN CENTRE CULTUREL FRANÇAIS."

ARTICLE 2 :

LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION EST MODIFIÉ AINSI QU'IL SUIIT :

"ARTICLE 5 :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EST COMPOSÉ DE HUIT ADMINISTRATEURS DONT QUATRE SONT DÉSIGNÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET QUATRE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER EN FONCTION DE LEUR RÉSIDENCE HABITUELLE AU NIGER ET DE LEUR COMPÉTENCE PARTICULIÈRE."

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1581, n° I-27604.

<sup>2</sup> Entré en vigueur le 31 décembre 1990 par la signature, conformément à l'article 5.

ARTICLE 3 :

L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION EST MODIFIÉ AINSI QU'IL SUIT :

"ARTICLE 8 :

LE DIRECTEUR DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN EST NOMMÉ CONJOINTEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER.

IL EST ASSISTÉ DE DEUX DIRECTEURS ADJOINTS.

LE PREMIER EST NOMMÉ DANS LES MÊMES CONDITIONS. IL EST DE NATIONALITÉ NIGÉRIENNE SI LE DIRECTEUR EST DE NATIONALITÉ FRANÇAISE OU RÉCIPROQUEMENT.

LE SECOND A DÉLÉGATION POUR DIRIGER L'ANNEXE DE ZINDER ET RÉSIDE DANS CETTE VILLE. IL EST MIS À DISPOSITION DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LE DIRECTEUR ANIME TOUTES LES ACTIVITÉS CULTURELLES DU CENTRE. LE DIRECTEUR ADJOINT DIRIGEANT L'ANNEXE DE ZINDER DISPOSE TOUTEFOIS D'UNE AUTONOMIE DANS LE CHOIX DES ACTIONS À ENTREPRENDRE PAR LADITE ANNEXE.

LE DIRECTEUR ASSURE L'EXÉCUTION DU BUDGET AINSI QUE L'ENTRETIEN ET LA GESTION DES IMMEUBLES ET DU MATÉRIEL.

IL NOMME LE PERSONNEL DANS LA LIMITE DES INSCRIPTIONS BUDGÉTAIRES, SOUS RÉSERVE DE L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET, POUR CE QUI CONCERNE LES PERSONNELS AFFECTÉS À L'ANNEXE DE ZINDER EN ACCORD AVEC LE DIRECTEUR ADJOINT DIRIGEANT L'ANNEXE DE ZINDER. LE DIRECTEUR A AUTORITÉ SUR LE PERSONNEL. LE PERSONNEL RÉMUNÉRÉ SUR LE BUDGET DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN EST SOUMIS À LA LÉGISLATION SOCIALE EN VIGUEUR AU NIGER."

ARTICLE 4 :

LES PREMIER ET DEUXIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 9 SONT REMPLACÉS PAR LE TEXTE SUIVANT :

LE CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN, ORGANISME DOTÉ DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE, DISPOSE D'UN BUDGET DE FONCTIONNEMENT ALIMENTÉ, OUTRE SES RESSOURCES PROPRES, PAR DES SUBVENTIONS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER ACCORDÉES ANNUELLEMENT DANS LE CADRE DES DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES DES PARTIES. CE BUDGET EST ÉTABLI CHAQUE ANNÉE PAR LE DIRECTEUR, EN LIAISON AVEC LE DIRECTEUR ADJOINT DIRIGEANT LE CENTRE DE ZINDER ET APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

**ARTICLE 5 :**

LE PRÉSENT AVENANT À LA CONVENTION PORTANT STATUT DU CENTRE CULTUREL FRANCO-NIGÉRIEN DU 28 MAI 1977 ENTRE EN VIGUEUR À LA DATE DE SA SIGNATURE.

FAIT À **NIAMEY**, LE **31.12.1990**, EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé]

S. E. Monsieur MICHEL LUNVEN  
Ambassadeur de France au Niger

Pour le Gouvernement  
de la République du Niger :

[Signé]

S. E. Monsieur ISSAKA DIAMBALLA  
Secrétaire d'Etat  
auprès du Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération,  
Chargé de la Coopération

---

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 27604. CONVENTION ON THE ESTABLISHMENT OF THE FRANCE-NIGER CULTURAL CENTER. SIGNED AT NIAMEY ON 27 MAY 1977<sup>1</sup>

---

AMENDMENT NO. 1<sup>2</sup> TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT NIAMEY ON 31 DECEMBER 1990

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 14 October 1991.*

The Government of the French Republic and the Government of the Republic the Niger,  
Desiring to make the French Cultural Centre in Zinder an annex of the France-Niger Cultural Centre in Niamey,

Seeking to maintain the activities and the effectiveness of the Cultural Centre in Zinder and to respect the initiatives of its Director,

Have agreed as follows:

*Article 1*

Article 2 of the Convention on the establishment of the France-Niger Cultural Centre shall be modified as follows:

*“Article 2*

The headquarters of the France-Niger Cultural Centre shall be in Niamey.

The France-Niger Cultural Centre shall comprise:

- The main Centre in Niamey
- The Annex in Zinder, which shall be located in the premises of the former French Cultural Centre.”

*Article 2*

The first paragraph of article 5 of the Convention shall be modified as follows:

*“Article 5*

The Governing Council shall consist of eight administrators, four of whom shall be appointed by the Government of the French Republic and four by the Government of the Republic of the Niger based on their habitual residence in the Niger and their individual competence.”

*Article 3*

Article 8 of the Convention shall be modified as follows:

*“Article 8*

The Director of the France-Niger Cultural Centre shall be appointed jointly by the Government of the French Republic and the Government of the Republic of the Niger.

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1581, No. I-27604.

<sup>2</sup> Came into force on 31 December 1990 by signature, in accordance with article 5.

He shall be assisted by two Deputy Directors.

The first shall be appointed on the same terms. He shall be a national of the Niger if the Director is a French national and vice versa.

The second shall be responsible for the management of the Annex in Zinder and shall reside in that town. He shall be assigned to the France-Niger Cultural Centre by the Government of the French Republic.

The Director shall be the guiding force in all the cultural activities of the Centre. The Deputy Director managing the Annex in Zinder shall, however, have autonomy to choose which activities shall be undertaken by the Annex.

The Director shall be responsible for the execution of the budget and for the upkeep and management of buildings and equipment.

He shall appoint staff within the limits of the budgetary allocations, subject to the approval of the Governing Council and, with regard to the staff of the Annex in Zinder, by agreement with the Deputy Director managing the Annex in Zinder. The Director shall have authority over the staff. Staff remunerated from the budget of the France-Niger Cultural Centre shall be subject to the social legislation in force in the Niger."

#### Article 4

The first and second paragraphs of article 9 shall be replaced by the following text:

"The France-Niger Cultural Centre, a body enjoying financial autonomy, shall have an operating budget which, in addition to its own resources, shall be funded by grants from the French Republic and the Republic of the Niger, determined annually according to the available budgetary resources of the Parties. The budget shall be drawn up each year by the Director in collaboration with the Deputy Director managing the Centre in Zinder and approved by the Governing Council."

#### Article 5

This amendment to the Convention on the establishment of the France-Niger Cultural Centre of 28 May 1977 shall enter into force on the date of its signature.

DONE at Niamey on 31 December 1990 in two original copies.

For the Government  
of the French Republic:

[Signed]

His Excellency MICHEL LUNVEN  
Ambassador of France to the Niger

For the Government  
of the Republic of the Niger:

[Signed]

His Excellency ISSAKA DIAMBALLA  
Secretary of State  
in charge of cooperation  
at the Ministry of Foreign Affairs  
and Cooperation

**ANNEX C**

*Ratifications, accessions, etc.,  
concerning treaties and international agreements  
registered  
with the Secretariat of the League of Nations*

---

**ANNEXE C**

*Ratifications, adhésions, etc.,  
concernant des traités et accords internationaux  
enregistrés  
au Secrétariat de la Société des Nations*

## ANNEX C

## ANNEXE C

No. 1042. AGREEMENT BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT AND THE FINNISH GOVERNMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME-TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING, SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 18, 1925<sup>1</sup>

N° 1042. ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FINLANDAIS CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME, SIGNÉ À LONDRES, LE 18 NOVEMBRE 1925<sup>1</sup>

## TERMINATION

*Notification effected on:*

12 October 1988

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

(With effect from 12 October 1988.)

*Certified statement was registered at the request of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

## ABROGATION

*Notification effectuée le :*

12 octobre 1988

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

(Avec effet au 12 octobre 1988.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> League of Nations, *Treaty Series*, vol. XLII, p. 445; and United Nations, *Treaty Series*, annex C in volume 1367.

<sup>1</sup> Société des Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. XLII, p. 445, et Nations Unies, *Recueil des Traités*, annexe C du volume 1367.

No. 3319. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF ICELAND RELATING TO TRADE AND COMMERCE, AND PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, MAY 19, 1933<sup>1</sup>

N° 3319. ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ISLANDAIS RELATIF À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE, AVEC PROTOCOLE. SIGNÉ À LONDRES, LE 19 MAI 1933<sup>1</sup>

DENUNCIATION of articles 1, 2, 3 and 4 (paragraph 2) and the Protocol

*Notification received on:*

23 October 1989

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

(With respect to the United Kingdom, the Isle of Man and the Channel Islands. With effect from 23 October 1989.)

*Certified statement was registered at the request of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 14 October 1991.*

DÉNONCIATION des articles 1, 2, 3 et 4 (paragraphe 2) et du Protocole

*Notification reçue le :*

23 octobre 1989

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

(Pour le Royaume-Uni, l'île de Man et les îles de la Manche. Avec effet au 23 octobre 1989.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 14 octobre 1991.*

<sup>1</sup> League of Nations, *Treaty Series*, vol. CXLIV, p. 33, and United Nations, *Treaty Series*, annex C in volume 730.

<sup>1</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. CXLIV, p. 33, et Nations Unies, *Recueil des Traités*, annexe C du volume 730.